

François BAYROU. - Je pense à chacun d'entre vous, les 6 700 ou 7 000 qui êtes à l'intérieur de ce Zénith, et je pense aux 6 000 ou 7 000 autres qui sont à l'extérieur, qui n'ont pas pu entrer, qui nous suivent sur un écran et à qui j'adresse mon amitié.

Je pense à tous ceux qui ont préparé cette soirée, tous les organisateurs, tous les militants, tous ceux qui assurent l'encadrement bénévole de cette campagne électorale.

Je salue les élus. Je veux seulement en nommer quatre : je veux saluer Hervé MORIN, président du groupe UDF à l'Assemblée Nationale, Michel MERCIER, président de notre groupe au Sénat et vous allez voir, c'est un mérite ! Trésorier d'une campagne électorale qui est sans doute la moins chère, celle qui dispose du moins de moyens financiers, mais du plus de chaleur humaine. Je veux saluer Jacqueline GOURAULT, présidente des élus démocrates et, étant à Paris, dans sa ville, je veux dire tout ce que je dois dans l'organisation et l'inspiration de cette campagne électorale à Marielle de SARNEZ qui dirige ma campagne.

Je pense à chacune et à chacun d'entre vous qui êtes venus ce soir à Paris, aux milliers de jeunes qui sont là comme des citoyens à part entière et décidés à exercer leur responsabilité de citoyen.

Je pense à vous qui êtes venus ce soir à Paris, aujourd'hui, 21 mars, jour du printemps, avec, au coeur, le souci et l'enthousiasme et la passion de notre pays.

Je pense à chacun de vous avec gratitude qui avez décidé de vous engager en ce moment où se joue le destin de notre peuple, vous qui êtes la France, la France de tous les âges, vous qui savez ce que, depuis des années, notre pays a subi de découragement, de promesses non tenues, de manque de reconnaissance.

Je me souviens de 2002, de ce grand mouvement républicain, qui a suivi le 21 avril, du peuple français qui est allé dans l'isoloir glisser, dans l'urne, un bulletin Chirac et, pour chacun de ceux qui ce jour-là ont voté, qu'importait le passé, qu'importait les opinions, chacun avait son histoire.

C'était un grand mouvement républicain et, derrière, au lendemain de cette élection, le gouvernement racorni du premier tour, le gouvernement des 19 % qui avait mis Jacques Chirac en tête... J'ai de l'admiration pour le Jacques Chirac de la guerre en Irak, parce qu'il a su dire non, mais je n'ai pas aimé le Chirac de 2002, parce qu'il n'a pas su dire oui.

Je me souviens, sept ans avant, de 1995, ce grand mouvement de surprise qui emportait toutes les puissances établies, parce que ce mouvement s'appuyait simplement sur le peuple français, sur le peuple des villes et le peuple des champs, sur le peuple des villes et le peuple des banlieues, ce grand mouvement qui disait aux puissants de l'époque : "*Vous n'êtes pas les patrons de la France !* " et, après cette immense vague, celle de la fracture sociale, le retour à la politique comme avant.

Je me souviens de 1988, de la promesse de François Mitterrand, celle de la France unie, et de sa condamnation du pouvoir des bandes et des clans et, derrière, au lieu de l'ouverture, la fermeture et le retour des bandes et des clans ; simplement, ce n'était pas les mêmes.

1988, 1995, 2002, mais c'est la même France, plus jeune, plus diverse, plus libre, qui attend toujours la même chose, qui attend que l'on en sorte, que l'on tourne le dos aux pouvoirs de connivence, aux pouvoirs qui s'arrangent entre eux, entre les partis dominants, les puissances politiques, les puissances médiatiques et les puissances d'argent.

Nous voulons que cela change et, après ces présidents de la République arrangeants, il y a besoin d'un président de la République dérangeant. Notre pays n'en peut plus que, chaque fois qu'intervient une alternance entre ces deux équipes, entre ces deux appareils, le lendemain de l'élection, on retrouve exactement les mêmes habitudes.

La France a besoin que l'on reconstruise sa démocratie et que l'on rebaptise la République. La France a besoin que les citoyens... que les droits soient respectés. La France a besoin de savoir, d'être rassurée que l'on n'est pas davantage citoyen, parce que l'on est du côté du pouvoir, parce qu'on a de l'argent ou des relations. La France a besoin de retrouver son inspiration. La France a besoin que, ces deux partis au pouvoir depuis 25 ans, on les sorte du confort du pouvoir ou du

confort de l'opposition, parce que, si vous y réfléchissez, au fond, c'est la même chose : ceux qui sont au pouvoir avec leurs barons qui disent toujours Oui et ceux qui sont dans l'opposition avec leurs éléphants qui disent toujours Non.

Regardez le peuple français. C'est un peuple lassé et il n'y a pas loin entre un peuple lassé et un peuple en colère.

La France a besoin d'une révolution pacifique, de remettre à leur place ces puissants assurés de leur puissance. La France a besoin de rappeler à elle-même, d'abord, et au monde, ensuite, qu'elle est toujours là et qu'elle a maintenant l'intention de se redresser et de se reconstruire.

Entre ce candidat de l'UMP et cette candidate du parti socialiste, entre celui qui voudrait que la France soit l'Amérique et celle qui voudrait que la France soit la Scandinavie, il est temps de montrer que la France veut être la France, que la République veut être la République.

Depuis des années, nous avons laissé caricaturer le projet républicain. Nous avons laissé croire, par manque de réflexion, par manque de temps, que le projet républicain de la France appartenait au passé, qu'il était un projet de retour en arrière. Or, c'est un projet de marche en avant.

Nous avons laissé croire que le projet républicain était un projet de fermeture. Or, c'est un projet d'ouverture.

Nous avons laissé croire que c'était un projet de réaction. Or, c'est un projet de résistance.

Lorsque vous choisissez "Liberté, Egalité, Fraternité" comme devise pour un peuple, vous dites quelque chose de votre projet de société, des valeurs que vous voulez défendre et de votre projet universel, mais ce projet de résistance à l'ordre établi, ce projet de résistance aux puissants, ce n'est pas leur fort.

Avez-vous observé ceci ? J'ai posé, dès le début dans la campagne électorale, la question des liens entre les grands groupes de médias, les grands groupes industriels et l'État. C'est une grande question démocratique, car si l'État, ses gouvernants et ses majorités trouvent, en face d'eux, dans un moment difficile, de très puissants groupes de presse liés à de très grands intérêts, comment résisteraient-ils, aujourd'hui ou demain, à des demandes pressantes ?

Mes chers amis, nous venons de vivre l'histoire d'Airbus. Ce que je raconte-là, c'est une partie de l'histoire d'Airbus. La guerre civile interne au sein d'un groupe de dirigeants industriels, sur fond de guerre de clans au sein du pouvoir, a accaparé toutes les forces, toutes les énergies au point de faire passer au second plan des décisions industrielles indispensables et, peu après, nous avons assisté au désengagement des actionnaires, pourtant investis de la responsabilité du monopole de la gestion, avec la vente de milliards d'euros d'actions, avant que le cours ne s'effondre, auprès de grands investisseurs qui, en fait, sont l'État, la Caisse des Dépôts et Consignations, ou proche de lui, les Caisses d'Épargne.

Et qui a payé l'addition de ces six cents millions d'euros partis en fumée, de ces milliers d'emplois concernés et de ces sites industriels menacés ? Au fond, c'est la France qui a payé l'addition, les salariés et notre territoire national.

Vous n'avez pas été surpris d'entendre, sur ce sujet de la séparation de ces puissances médiatiques, économiques et politiques, le silence assidu du candidat de l'UMP. Ce n'est pas étonnant, puisque c'est son amitié et ses proches, mais n'avez-vous pas été surpris du silence parallèle de la candidate socialiste et de l'appareil socialiste ? Il pense sans doute qu'il faut épargner les puissants.

Nous, nous avons décidé de ne pas épargner les puissants, de changer la démocratie, de changer les règles pour que notre pays se retrouve, ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, une puissance dans laquelle l'industrie est l'industrie, l'État est l'État et la politique ne se mélange pas avec les deux.

Il n'y a aucun des autres candidats principaux dans cette élection que vous pourrez entendre, à la tribune, aborder ce sujet avec la liberté de ton que j'estime nécessaire pour que la démocratie en France puisse se refonder et exercer sa liberté.

Si je me suis engagé dans cette campagne, c'est pour obtenir le changement que tout le monde fuit et que la France attend, c'est pour que la société de connivence appartienne au passé, et que les principes républicains élémentaires, démocratiques élémentaires et libéraux élémentaires retrouvent droit de citer dans notre pays.

Le parti socialiste et l'UMP, c'est la certitude que rien ne changera vraiment, rien ne changera sur le fond.

Je veux, au contraire, que la démocratie change pour que les Français retrouvent confiance. Je veux que ces deux appareils, qui ont plongé la France dans la crise et les Français dans le découragement, perdent le pouvoir absolu qu'ils exercent depuis 25 ans. Je veux que les citoyens, les Français de base, aient la certitude et la garantie que cette République est la leur. Je veux qu'ils aient la certitude et la garantie que le pouvoir n'est pas en haut, mais avec eux, que leur président n'hésitera pas à mettre sur le devant de la scène la réalité de la vie des familles, y compris des familles monoparentales, les fins de mois les plus faibles, les petites retraites, les revenus moyens.

Je veux qu'ils sachent tous que leur président, celui qu'ils auront choisi, sait ce que c'est que de vivre avec 640 € par mois. 640 € par mois, après une vie de travail, c'est la retraite de ma mère et, avec elle, de beaucoup, beaucoup de femmes qui se sont retrouvées veuves.

Je veux qu'ils aient la certitude que leur président sait ce que c'est que de vivre avec un salaire d'ouvrier, qu'il sait ce que c'est que d'élever un enfant, même avec un salaire moyen, mettons de 1 200 € par mois.

Je vais faire quelque chose qui n'a jamais été fait à une tribune de meeting présidentiel. Je vais faire, avec vous, le budget de cette famille-là. Une femme de 30 ans qui élève un enfant toute seule, qui gagne 1 200 € par mois, qui a une petite pension alimentaire de 250 € par mois, une allocation logement de 130 € et l'allocation de rentrée scolaire, en tout, cela lui fait quelques 1 600 € par mois, pile au début de cette vaste classe moyenne qui n'a pas d'aides et qui passe sa vie à faire des soustractions.

Elle a donc 1 600 € par mois auxquels il faut enlever 550 € pour le loyer -c'est un petit appartement-, 350 € pour la nourriture et les produits de toilette et d'entretien, 150 € pour une voiture, parce qu'elle vit en province, 80 € pour l'essence et on ne va pas loin avec 80 € d'essence par mois, 80 € pour l'assurance, 100 € de crédits pour l'électroménager et la mutuelle, le téléphone, l'électricité. Sans la moindre sortie, sans extra, il lui reste, à la fin du mois, un trou de 120 €.

Je voulais que cela fut dit à une tribune de meeting d'élection présidentielle et je veux que tout le monde sache que je n'ai pas de baguette magique, que j'assume ne pas avoir de baguette magique, que l'appauvrissement du pays est un mouvement de longue durée, continu et que le redressement du pays, le retour du pays à la prospérité sera aussi un mouvement de longue durée qui exigera beaucoup d'efforts de notre part, ensemble, en nous serrant les coudes, en pensant à ceux qui en ont le plus besoin.

Et je veux que ces citoyens français sachent tous que leur président sait, comprend ce que c'est que d'être une minorité, qu'il comprend ce que c'est que d'avoir la peau noire, un nom arabe ou africain, d'être musulman ou juif, d'être blanc ou catholique dans certains quartiers.

Je veux qu'ils sachent que leur président fera tout, non pas pour les opposer, mais pour les faire vivre ensemble, non pas pour opposer les différentes sortes de Français, les Français issus de l'immigration aux Français de souche, mais pour les faire vivre et travailler ensemble, car nous nous en sortirons ensemble ou bien, si l'on continue à dresser les Français les uns contre les autres, nous continuerons à décliner ensemble.

La division dans un peuple, c'est le déclin. Voyez-vous, pour moi, la mission de rassemblement du peuple français, de respect, de compréhension et de rassemblement, c'est la première mission du président de la République. Le président de la République, c'est l'homme ou la femme qui permet au pays de vivre ensemble, de vivre, de travailler, de se rassembler pour se redresser.

Le redressement impose le changement. Je suis candidat, comme je vous le disais, pour changer l'exercice du pouvoir en France et je veux vous dire en quoi l'élection changera l'exercice de la

fonction présidentielle.

J'ai salué la personne de Jacques Chirac au moment où il annonçait son départ. J'ai le sens de ce qui doit unir les responsables d'un grand pays au-delà des oppositions politiques. J'ai salué son action au moment de la guerre en Irak. Il a, à cet instant, bien servi la France, mais je suis en désaccord radical avec la manière dont la France a été gouvernée depuis 12 ans. Je suis en désaccord radical avec la conception qui était la sienne du pouvoir, le pouvoir qui nomme ses séides à tous les postes et le pouvoir qui n'assume pas les changements nécessaires. Je suis en désaccord radical avec la conception même de l'UMP qu'il a voulu et c'est parce que je suis en désaccord radical avec cette manière de gouverner, celle-là et celle du parti qui la soutient, que je suis aujourd'hui devant vous.

Je veux faire le contraire, sur ces points, de ce qui a été fait depuis 12 ans et même depuis 25 ans. Je veux que le nouveau président de la République assume et assure l'État juste et impartial. Je veux que les fonctions dans notre République soient accessibles en raison de la compétence et non pas en raison de l'allégeance.

Je veux restaurer l'esprit public dans notre pays qui a été dévalué et corrodé. Je veux qu'une jeune fille ou un jeune homme, qui décide de se dévouer au bien public et de faire carrière dans l'État, pense à la meilleure manière d'exercer son métier et non pas à la meilleure manière de chercher un protecteur puissant, parce qu'à mes yeux, l'État, ce n'est pas le service de la puissance, c'est la protection des faibles. C'est la protection des faibles qu'il faut assurer et non pas le service de la puissance.

Et je veux assumer et assurer, devant les Français et avec eux, les grands choix qui sont les nôtres et que ce XXI^{ème} siècle nous impose. Je prends l'exact contre-pied de la manière dont les réformes ont été faites ou, plus exactement, non pas été faites par le passé.

Par le passé, on considérait que l'élection faisait entrer le pays dans un État de grâce comme l'on disait, qui était aussi un État de sidération assommé, et qu'il convenait de matraquer les réformes à toute force pendant ces quelques semaines d'insensibilité.

C'est ainsi qu'est née la fameuse théorie des 100 jours où l'on affirmait que tout ce qui n'avait pas été fait dans les 100 premiers jours ne le serait jamais.

C'est ainsi que le peuple français se réveillait régulièrement, en constatant que des réformes avaient été faites, généralement par ordonnance, dont on ne lui avait pas dit un mot, sans discussion au parlement, c'est-à-dire dans son dos.

Le peuple français en est venu à être saisi de craintes en considérant que la loi de cette étrange démocratie était donc le soupçon et que, quand une réforme se préparait, le seul recours pour intervenir sur elle était le blocage du pays. Il a pratiqué, le peuple français, cette réticence et ce blocage et rien de ce qui avait été promis, en dehors d'un tiers de la réforme des retraites, n'a pu être mené à bien pendant ces cinq années où le même parti a eu sans aucune exception tous les pouvoirs, tous les ministères, toutes les majorités, dans la République française, plus qu'aucun parti n'en a jamais eu.

Eh bien, je veux être le président qui garantit aux Français que l'on ne prendra pas de décisions importantes dans son dos. Mon élection signifiera, au contraire, la garantie que les Français, le peuple des citoyens français, le peuple adulte des citoyens français adultes aura toute l'information en temps réel, le temps de réfléchir et de mûrir une décision et que, pour les sujets les plus importants, par exemple, la réforme des retraites ou l'Europe, il aura le dernier mot, puisque ces réformes sont conduites pour lui et non pas contre lui.

C'est une autre idée de la démocratie et c'est une haute idée de la démocratie. Cela signifie que l'on change de culture. De la culture de la défiance et du soupçon, on passe à la culture de la confiance. Cela signifie que l'on prend les citoyens au sérieux.

Alors, beaucoup me disent : "*Mais vous n'y pensez pas. Les Français sont rebelles aux réformes. Ils les bloqueront.*" Je réponds que les réformes sont bloquées, parce qu'on ne laisse qu'une seule place aux Français dans la préparation des réformes, c'est la protestation. Les réformes avanceront à partir du jour où les Français se verront reconnaître le rôle de citoyens et non pas la condition de sujets qui n'ont qu'à supporter des décisions prises sans eux.

Bien sûr, en défendant cette idée, nous sommes des précurseurs, mais le mouvement qui commence en France est irrésistible. Il est impossible à retourner, en particulier parce que, dans tous les pays du monde, le peuple des citoyens a rencontré le peuple d'Internet.

Quand les grandes révolutions interviennent, il faut les voir et les comprendre. Internet est un point d'inflexion de la démocratie, parce que les citoyens qui, hier, recevaient passivement l'information, la recevront désormais activement, pourrons l'analyser, la juger et l'enrichir. Le peuple des citoyens redevient ainsi ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, le peuple authentiquement souverain.

C'est ainsi, au commencement de ce mouvement de confiance, de ce projet de confiance, de cette méthode de confiance, de cette démarche de confiance, qu'un pays endolori et anesthésié va se redresser pour devenir un pays debout. Je ne ferai donc, pour être en cohérence avec cette volonté, aucune promesse que je ne sois assuré de pouvoir respecter. Je ne multiplierai pas les promesses de chèque en bois dont nous n'avons pas le premier sou pour assumer le montant que certains candidats sont en train de faire à toutes les catégories sociales sans exception.

Je concentrerai notre action sur des points clés dont notre pays a besoin. Je ne me tromperai pas d'adversaire. J'aurai des ennemis et je les nommerai, mais mes ennemis ne seront ni mes opposants ni mes compatriotes. Lorsque je serai président de la République, mes ennemis seront le chômage, l'exclusion, la pauvreté, la dette, la lâcheté et la démagogie qui empêchent la France de se dire la vérité comme un grand pays qui regarde ses atouts, qui corrige ses faiblesses, qui regagne son rang parmi les nations.

Ces défis, je les aborde et les regarde en face avec vous. En première ligne ou au premier rang, je veux que la France s'occupe de la planète et du climat. Je le dis en premier, parce qu'on en fait d'habitude un sujet supplémentaire ou complémentaire et, ce soir, je veux en faire un sujet principal.

Nous tous, Humanité, nous sommes maintenant devant une menace dont la quasi unanimité des savants dit que nous l'avons nous-mêmes créée par nos activités, la consommation accélérée de toutes les réserves de charbon, de gaz et de pétrole que la planète avait emmagasinées depuis des centaines de millions d'années.

Il est juste que la France, parce que c'est la France, dise et montre qu'elle veut se saisir de cette question, non pas comme un chapitre de son action, mais comme un cadre de son action future.

J'ai signé le pacte de Nicolas Hulot. Il m'a gentiment reproché, hier, de ne pas avoir inscrit ce sujet à l'ordre du jour de la session extraordinaire, mais c'est parce que ce n'est pas, pour moi, un sujet de session extraordinaire. Ce doit, au contraire, devenir, comme il l'a souhaité en demandant un n°2 du gouvernement chargé du long terme, un sujet de session ordinaire, puisque tous les textes doivent être examinés à l'aune de cette grande question.

Je veux un pays qui saisisse l'occasion de se transformer et de transformer sa société en devenant plus sobre en énergie, plus inventif du côté des énergies renouvelables, du ferroutage, du fluvial, avec un transfert programmé des charges sociales du travail sur le carburant, avec une éducation, non pas seulement scolaire, mais civique et populaire à tous ces sujets.

Je veux que la France devienne un grand pays dans l'industrie des énergies nouvelles, comme l'a proposé Corinne Lepage qui est là et que je salue. Ce n'est pas seulement une politique, c'est un projet de société. Je veux libérer les sources de l'emploi, parce que, s'il n'y a pas d'emplois, toute politique sociale est vouée à l'échec.

C'est pourquoi le chômage sera mon ennemi. Toutes les entreprises françaises, quelle que soit leur taille, pourront, à dater de l'élection présidentielle et de la session extraordinaire, créer deux emplois sans avoir à payer de charges sociales, sauf 10 % pour les retraites pendant cinq ans.

On commencera ainsi à poser, de manière différente, grandeur nature, la question des charges sociales qui sont, dans notre pays, concentrées sur le travail, ce qui, pour beaucoup d'entre nous, pose un problème d'équilibre qui menace l'emploi et accélère les délocalisations.

Le chômage sera mon ennemi et l'exclusion sera mon ennemi. Je veux que nous commencions la

guerre contre l'exclusion, parce que notre société se détruit elle-même en laissant deux millions des siens se détruire, abandonnés sur le bord de la route et, pour beaucoup d'entre eux, sans retour.

L'exclusion sera l'ennemi public. Pour lutter contre l'exclusion, les associations et les collectivités locales, suivant le principe de l'activité universelle, offriront aux RMistes une activité indemnisée au service de la société, de l'intérêt général pour qu'ils retrouvent le sens, non pas seulement des moyens pour améliorer les fins de mois, mais également de leur engagement, de leur utilité et, au fond, de leur justification à être femme ou homme dans la société où nous vivons.

Je veux que la France soit un pays de solidarité. Je n'accepte pas que, après une vie de travail -je le disais à l'instant- on soit réduit à une retraite de 630 € par mois.

Quand Ségolène Royal propose royalement une augmentation de 5 %, ce qui représente 1 € par jour, ce n'est pas généreux et ce n'est pas digne.

Nous, au contraire, nous proposons d'augmenter le minimum vieillesse et les petites retraites, notamment les retraites de reversion des veuves, et de les porter, en cinq ans, à 90 % du SMIC, pour que ces femmes et ces hommes puissent vivre, puissent nous regarder, puissent trouver leur place dans une société où, autrement, les guettent la pénurie et la précarité.

Ainsi, par la concentration des moyens sur une action, l'adjectif social ne sera pas une étiquette, ce sera une politique et son inspiration.

Je veux que la France soit le pays du monde où l'éducation est la plus respectée, la plus considérée, la plus estimée, la mieux soutenue. Je veux que nous nous fixions l'objectif le plus simple et le plus ambitieux : faire des jeunes Français les jeunes les mieux formés de la planète.

Je veux que nous retrouvions notre rang, car nous avons eu ce rang et c'est d'abord le combat de l'école primaire. J'ai la volonté, l'obsession que tous les enfants sachent vraiment lire et écrire avant d'entrer en sixième, que tout à l'école primaire soit ordonné pour que ce minimum-là soit garanti, quel que soit le quartier, le village et le milieu social de son origine.

Pour moi, le droit de lire est un droit de l'homme et nous savons bien qu'à l'école primaire, au collège, au lycée, à l'université... J'appuie sur "à l'université" dont nous avons à conduire une grande réforme, à garantir des moyens nouveaux, à faire en sorte que tous les responsables du pays ne perdent pas de vue que, à côté des deux grandes missions, enseignement et recherche, qui sont celles de l'université française, il faut maintenant ajouter une mission d'insertion et de formation professionnelle, pour que les diplômés ne restent pas lettre morte et qu'il n'y ait pas, au bout du chemin, uniquement l'issue de l'ANPE.

A l'école primaire, au collège, au lycée, à l'université, je prends l'engagement de garantir les moyens du système éducatif, malgré les temps difficiles, malgré les économies qu'il faudra faire dans beaucoup de secteurs. Je prends l'engagement, non pas de les garantir pour les gaspiller, mais de les garantir en veillant à mieux les utiliser, comme un signe pour montrer que, désormais, la nation, au lieu de critiquer son école, la soutient, lui donne les moyens et exige des résultats. Et, tous ensemble, contractuellement, nous garantirons les résultats et nous les évaluerons. C'est à partir de ces évaluations que nous corrigerons, s'il le faut, la trajectoire de l'école, du collège, du lycée, de l'université française.

Je veux que la France soit le pays de la création, la création de savoirs, c'est-à-dire la recherche, la création d'entreprises et je n'hésite pas à élargir cette vision de la création et à mettre, au même rang que l'entreprise et la recherche, la création culturelle et artistique, car tout se tient, tout va ensemble, tout avance ensemble et nous avons la vocation d'un pays qui montre le chemin.

Je veux que la France soit le pays de la recherche, de la recherche fondamentale, aussi bien que de la recherche appliquée, car, pour moi, il n'y a pas de recherche appliquée sans recherche fondamentale.

Je proposerai une loi de programmation qui garantira une augmentation des moyens de la recherche sur dix ans, résolue et régulière, pour que nos budgets retrouvent le niveau d'efficacité qu'ils n'auraient jamais dû perdre.

Je proposerai une politique de relocalisation des chercheurs au lieu de la politique de délocalisation que nous subissons depuis des années, car nous éduquons, nous formons, nous investissons, nous assurons la capacité de centaines de milliers de jeunes scientifiques qui vont, ensuite, apporter leurs connaissances et notre investissement, leur inventivité dans les laboratoires américains ou britanniques.

Bien entendu, faire le tour du monde, c'est bien. L'expérience que l'on va acquérir ailleurs, c'est bien, mais il faut tout faire pour qu'ils reviennent et non pas pour qu'ils se déracinent durablement et aillent faire souche ailleurs. Je veux une politique qui permettra le retour des chercheurs.

Je veux que la France soit un pays vivant où l'activité se répand, notamment dans les quartiers et les régions difficiles souvent désertés. Je veux que l'entreprise, notamment la petite entreprise, artisanale, industrielle, commerciale, soit protégée et soutenue.

Je ferai adopter un *Small Business Act* à la française, une loi de protection et de soutien de la petite entreprise comme les États-Unis l'ont fait en 1953, il y a 54 ans, une loi de protection et de soutien de la petite entreprise qui assurera la simplification, la garantie des droits et une part des marchés publics pour ceux qui constituent le tissu vivant de l'économie française et le vivier des entreprises moyennes dont nous avons tellement besoin.

Je veux que la France soit un pays industriel. Je n'hésite pas à prononcer le mot industrie. C'est bien d'être un pays de services, mais, à mes yeux, l'industrie, ce n'est pas démodé. Cela n'appartient pas au passé. C'est une part essentielle de l'exportation. L'industrie française mérite d'être soutenue, libérée de charges indues et elle exige qu'on lui garantisse, non pas des avantages, mais, à coup sûr, la loyauté et l'équité dans les échanges.

Ce message de soutien s'adresse naturellement à la France qui doit penser à un grand ministère de l'Industrie dans ses structures gouvernementales, mais ce message s'adresse également à l'Europe qui a été construite pour être notre garant. Nous ne pouvons pas imposer à notre industrie européenne des contraintes justifiées, par exemple, en matière d'environnement et considérer qu'il n'est rien de plus normal que de voir affluer, sur nos marchés, des produits venant d'ailleurs ne respectant aucune de ces contraintes.

Deuxième message, politique cette fois, nous avons une gestion saine et rigoureuse de notre monnaie. Je soutiens cette gestion saine et rigoureuse, mais nous ne pouvons pas considérer comme normal que d'autres grandes puissances acceptent une sous-évaluation permanente de leur monnaie en en faisant une arme offensive pour la conquête des marchés. L'Europe n'est pas protectionniste, mais elle doit être protectrice de la loyauté, de l'équité et de la justice.

Je veux que les paysans se voient reconnaître leur place dans notre destin national. J'ai bien entendu, avant-hier, Nicolas Sarkozy se moquer du tracteur.

(Sifflements...)

S'il vous plaît, ne sifflez pas, je vais essayer de le lui dire à ma manière ! J'ai donc bien entendu Nicolas Sarkozy se moquer du tracteur qui a, en effet, été, à mon corps défendant, une partie importante de la jeunesse. Il a dit : "*Tout de même, la V^{ème} puissance mondiale, cela mérite autre chose qu'un sourire* -cela j'imagine que c'était pour Ségolène Royal- *ou qu'un tracteur.*" J'ai très bien entendu le message et j'ai très bien entendu le mépris.

Il est des gens, en effet, pour qui, les paysans, les ouvriers, les professeurs sans doute et, au fond, tous ceux qui font vivre la France ne méritent que condescendance et petits sourires. Je vous garantis qu'il n'aurait pas dit la même chose si j'avais commencé dans la vie, non pas en travaillant de mes mains, mais en héritant de mon papa d'un grand groupe multimilliardaire.

Alors, je veux qu'il sache ceci : contrairement à ce qu'il croit, je suis fier d'avoir travaillé de mes mains et je vais lui faire une confidence : il est plus formateur, en particulier pour assumer le destin, comme il dit, de la V^{ème} puissance mondiale, de savoir ce que c'est que marnier, de savoir comme il est difficile d'assumer les fins de mois, de savoir comme l'on peut parfois être découragé et il est même plus formateur de rencontrer, en sortant de chez soi, autre chose que les milliardaires du CAC 40 et les vedettes du show-business.

Je vais même lui apprendre quelque chose. Il arrive que ceux qui travaillent de leurs mains, tout en travaillant de leurs mains, pensent. Il arrive qu'ils pensent et qu'ils soient généreux, qu'ils aient envie de changer le monde et, si je dois tout lui dire, vraiment tout, si je dois choisir entre être le président du CAC 40 et celui des ouvriers, des paysans, des artisans, des enseignants, des médecins et des infirmières, mon choix est tout fait. Si je dois choisir, mon choix est tout fait, parce que, pour moi, il n'est de président que le président du peuple.

Je passe de l'agriculture à la culture, mais l'agriculture est aussi une culture. Je veux que la France soit un pays de culture, un pays qui prend soin de son patrimoine, mieux que nous ne le faisons aujourd'hui, un pays qui soutient la création, parce que la création mérite d'être soutenue.

Je veux que la France soit le pays qui continue à défendre la diversité culturelle.

Je me prononce pour qu'en Europe la culture relève du domaine de l'unanimité et je sais bien que nous avons à traiter deux questions difficiles, la première étant celle des droits d'auteur sur Internet, grande question industrielle, grande question culturelle et grande question de liberté, car, s'il n'y a plus de droit de l'auteur sur son œuvre sur Internet, il n'y aura plus de créations.

C'est pourquoi nous avons pensé, pendant le difficile débat sur les droits d'auteur et les droits voisins sur Internet auquel nous avons participé, que la licence globale n'était pas la bonne réponse. En même temps, on ne peut pas laisser menacer le logiciel libre, par exemple, par des mesures de contrôle qui permettraient à certains très grands groupes de prendre le contrôle de toute la chaîne de l'enregistrement jusqu'à la lecture et l'écoute.

C'est un vaste chantier que nous aurions peut-être pu conduire à son terme, en tout cas, améliorer, si, comme toujours, le gouvernement n'avait pas choisi de passer en force et d'interrompre, alors qu'il était encore en gestation, le texte difficile que les parlementaires essayaient de discuter et que les internautes essayaient de comprendre ou, en tout cas, sur lequel ils voulaient intervenir.

Deuxièmement, il faut traiter de la question des intermittents du spectacle, pour aider la vraie intermittence et proscrire la situation actuelle où l'intermittence sert, en fait, à subventionner en douce les entreprises de production. La vocation de l'ANPE, c'est la solidarité, pas le mécénat audiovisuel.

En pensant à cette orientation profonde en faveur des intermittents, je me dis que les intermittents, pourvu qu'on le veuille, ont leur place, pendant les périodes où ils se trouvent sans emploi, dans d'autres activités, des activités scolaires, pour assurer l'enseignement et la transmission de la culture, des activités scolaires ou associatives au sein desquelles ils pourront transmettre quelque chose de la passion autour de laquelle ils ont organisé leur vie.

Ceci est un projet de société : tous les moyens concentrés et non pas dispersés, la recherche de l'équilibre des finances publiques, non pas accessoire, mais principale. Nous voulons, je le dis chaque soir et à chaque émission, la baisse du déficit et que la dette cesse de croître dans notre pays, parce qu'il n'est pas digne de laisser aux plus jeunes cette dette sur leurs épaules et, en faisant de la dette un des sujets principaux de la campagne électorale, j'ai choisi, en effet, d'être le candidat des plus jeunes et même d'être le candidat de ceux qui n'ont pas encore l'âge de voter et au nom desquels nous allons corriger cette dérive de nos finances publiques.

Voilà la vision : le climat, l'emploi, l'exclusion, la dette, la politique économique, la politique industrielle, la France société de création, la recherche, la création d'entreprises et la création culturelle. C'est une vision pour la nation et non pour un parti ou un autre. En énonçant cela, une vision pour la nation, nous retrouvons une longue chaîne.

J'assume de dire que c'est, en effet, la trace qu'ont laissé dans l'histoire le général de Gaulle et Pierre Mendès-France.

Chaque fois dans notre histoire que notre pays s'est trouvé en difficulté comme aujourd'hui, pour remonter de son délabrement et sortir de son enlèvement, il a suivi le même chemin : une vision qui dépasse l'affrontement des partis, la volonté d'un rassemblement, la mobilisation des énergies, la fixation d'objectifs compréhensibles pour tous les citoyens, le choix d'une méthode nouvelle, l'invitation au dépassement.

Alors, bien entendu, les deux partis qui ont exercé le monopole depuis 25 ans se tournent vers nous qui voulons leur arracher ce monopole, avec des attaques en vrille, en piqué, de toutes natures, généralement, comme vous l'aurez observé, d'une grande élégance, d'un grand raffinement et d'une grande finesse.

Ils affirment qu'ils ne peuvent s'entendre sur rien, qu'ils ont des valeurs antagonistes, mais ils ont, bel et bien, je vous le révèle, un programme commun ! C'est s'entendre pour être bien sûr d'être l'un contre l'autre au deuxième tour, surtout empêcher les surprises. Au fond qu'importe le gagnant -on verra cela plus tard- pourvu que la finale reste à jamais la même.

Nous sortons de 25 années d'UMP/PS et ils se disent que, s'ils passent ce tour-là, ils sont tranquilles pour dix ans au moins, certains d'avoir conjuré le dérangement et de pouvoir reprendre, entre eux, leurs jeux interrompus.

Et, nous, nous sommes là, déterminés, durs aux coups de toutes natures, comme il va falloir l'être ensemble et n'hésitons pas à éclater de rire, car, parfois, le rire est plus éloquent que les mots.

Parce que nous sommes là, parce que nous nous sommes trouvés, tout peut changer, tout va changer et tout a déjà changé dans la démocratie française. Regardez, par exemple, comme ils se sont crus malins de poser la question de la majorité et de nous dire, tous les jours : *"Mais avec qui gouvernerez-vous ?"* Ils se frottent les mains et ils sont là, bien contents, bien certains de nous avoir balancés une patate chaude !

Ils ne se sont pas aperçus que la question était réversible et qu'il suffit de leur dire : Et, vous, avec qui gouvernerez-vous, parce qu'au premier tour les plus hauts scores seront entre 20 et 25 % au mieux ? La dernière fois, je vous le rappelle, c'était 19 %. Alors, avec ce score entre 20 et 25 %, avec qui allez-vous faire alliance, Monsieur Sarkozy ? Avec M. de Villiers ou faut-il aller jusqu'à M. Le Pen ? Ségolène Royal et le parti socialiste, avec votre score, avec qui allez-vous faire alliance ? Avec Marie-Georges Buffet, Arlette Laguiller, Olivier Besancenot ?

Il faut qu'ils apprennent quelque chose, c'est vous, mes chers camarades, qui n'avez pas de majorité. La seule majorité possible, pour la France, la seule majorité stable, la seule majorité constructive, c'est la majorité centrale qui permet de faire travailler ensemble les reconSTRUCTEURS de gauche, les reconSTRUCTEURS de droite et les reconSTRUCTEURS du centre.

Cela, oui, cela fait une majorité et une belle, et les Français la choisiront et vous allez voir, dans les jours qui viennent, que des voix commencent à s'élever, dans un camp ou dans l'autre, pour dire : *"Oui, cette démarche nous intéresse et, oui, nous allons nous y joindre."*, venant de la droite ou de la gauche.

Malgré le verrouillage des appareils, et Dieu sait si ce verrouillage est en ce moment violent, des voix libres commencent à s'élever, des voix éminentes, pour dire : *"Ce qui est en train de se passer, nous y reconnaissons une partie de l'ardeur et de l'espérance du pays et nous avons envie d'y travailler"*.

Je vous le dis, dans les jours qui viennent, vous verrez que se manifestent des personnalités et des sensibilités, des expériences et des compétences qui, d'ores et déjà, avant le premier tour, disent : *"Nous reconnaissons là une partie de ce que nous attendons et nous croyons pour l'avenir de la France."*

Après, il y a les plus savants, les professeurs de science politique, pour qui j'ai un immense respect, les doctes docteurs qui viennent et qui disent gravement : *"Mais si l'on choisit cette majorité centrale, le recours, ce seront les extrêmes."* Mes chers docteurs, mes chers camarades docteurs, chers excellences, n'avez-vous pas regardé le résultat des dernières élections dans lesquelles, grâce à votre chère bipolarisation, à votre chère UMP/PS, à votre chère impuissance, grâce au camp contre camp, la France a battu le record des votes extrêmes de tous les pays développés de la planète avec 40 % des voix dont 20 % à l'extrême droite et presque autant à l'extrême gauche.

Alors, nous, nous sommes là, proposant une voie nouvelle pour que le pays ait un autre choix et nous sommes ceux qui allons faire reculer les extrêmes comme il convient dans une démocratie dans laquelle la République est l'affaire des Républicains.

Je dois rassurer les doctes docteurs qui émettent ces craintes. Je puis leur donner la garantie qu'il restera une opposition de droite et j'ai même une petite idée de qui sera son leader ! Et il restera une opposition de gauche, irréductible, et j'ai même l'impression, en lisant les journaux, que quelqu'un a décidé de préempter cette opposition de gauche, quelqu'un qui ressemblerait assez à un ancien plus jeune Premier Ministre de la France... Si je lis les journaux, mais comme vous savez je ne connais rien à la politique ; quand on vient des Pyrénées, c'est une science que l'on doit apprendre !

Puisque la question de l'alternance est ainsi posée, il n'y a rien de plus simple : aux prochaines élections, chacun des candidats se présentera avec son projet, chacun proposera sa majorité, l'un proposera une majorité de gauche, l'autre une majorité de droite et, nous, qui aurons, je l'espère, bien œuvré pour le pays, nous aurons un candidat ou une candidate pour équilibrer le pays en son centre.

Chacun des candidats porte son projet, sa majorité. Le pays choisit et confirme, aux élections législatives, la majorité qu'il a décidé d'accorder au président au moment de l'élection présidentielle. Est-il besoin de rappeler qu'en 2002, Jacques Chirac n'a obtenu, au premier tour, qu'un score de 19 % et qu'ayant obtenu son deuxième tour, il a eu, par la suite, 365 sièges de député, un par jour, à l'Assemblée Nationale, avec le parti qu'il avait créé. La dynamique de l'élection présidentielle se prolonge et emporte les digues au moment des élections législatives et c'est bien ce qui va se produire dans notre pays.

Mais, nous avons une différence avec les autres : nous, nous ne voulons pas tout le pouvoir entre nos mêmes mains. Nous ne voulons pas remplacer le parti qui a eu tous les pouvoirs, l'État PS, l'État UMP, par un État UDF ou un État démocrate, comme on verra, que l'on appelle le grand mouvement que nous aurons à créer.

J'ai la conviction qu'il ne faut pas concentrer tous les pouvoirs entre les mêmes mains, que, la raison, la confiance, l'intelligence, c'est au contraire de partager le pouvoir avec d'autres, de se rassembler, de se réunir et de se souder pour que chacun en France, avec ses valeurs, se reconnaisse dans la démarche du gouvernement qui se mettra en place.

C'est pourquoi il faut que nous sortions de cette hantise du droite contre gauche, il faut que les femmes et les hommes courageux et compétents venus de camps différents choisissent de travailler ensemble et, ce, pour deux raisons : d'abord, parce que, pour qu'une politique réussisse, il faut le soutien large des Français et non pas le soutien étroit d'un parti qui n'a que sa base pour soutenir la politique du gouvernement.

Ensuite, il le faut pour une raison plus profonde, c'est qu'il faut donner aux Français la garantie que les réformes ne se feront pas par idéologie, qu'elles ne se feront pas dans l'intérêt des uns ou des autres, mais qu'elles se feront dans l'intérêt général et, pour cela, il faut que les grandes sensibilités démocratiques du pays aient chacune leurs défenseurs dans le gouvernement au moment où se préparent les réformes et où l'on s'apprête à les faire adopter.

Par exemple, lorsque l'on définira de nouvelles institutions, avec des idées aussi simples que la réhabilitation du parlement dans ses fonctions de législateur et de contrôle, ce dont je prends l'engagement devant vous, lorsqu'il s'agira d'arrêter, de définir une loi électorale plus juste, ce dont je prends l'engagement devant vous, qui assurera la représentation de tous les courants d'opinion et de tous les territoires de la France, lorsqu'il s'agira d'arrêter les règles d'un exercice plus transparent, ce dont je prends l'engagement devant vous, par exemple, en garantissant aux Français que l'on ne pourra plus voter au Parlement de la République, si l'on n'est tout simplement pas présent dans l'hémicycle au moment de voter, lorsqu'il s'agira d'établir l'impartialité dans la désignation des grands corps de contrôle de la République, non plus en en faisant une récompense pour les amis, ce dont je prends l'engagement devant vous, mais par l'investiture de ces corps de contrôle à une super majorité qui obligera à réunir la confiance de tous les grands courants du pays, lorsqu'il s'agira d'écrire ensemble ces nouvelles règles que je défends depuis des années et auxquelles je me réjouis de découvrir aujourd'hui les conversions tardives, alors, il faut que tous les courants d'opinion dans le pays aient la certitude que ce sont des règles honnêtes qui vont désormais être celles de la démocratie française et pas des règles partisans, à l'avantage des uns contre les autres. Ce seront des règles à l'avantage de la démocratie vivante des citoyens.

Il en va de même évidemment pour l'économie et le social.

L'esprit partisan et l'idéologie systématique nous ont fait beaucoup de mal ces dernières années. Il est temps de tourner la page. La crise que nous vivons dans notre pays est exceptionnelle. Il est temps d'apporter à une crise exceptionnelle une réponse exceptionnelle et, ce que je dis là, 65 % des Français le disent avec nous, enquête après enquête.

Ils n'ont plus confiance dans la gauche et dans la droite pour relever le pays. Ils veulent une démarche nouvelle. Ils veulent que les politiques détournent les yeux de leurs querelles et de leurs affrontements, pour s'occuper d'eux, puisqu'ils sentent bien que le temps des grands affrontements idéologiques est fini, qu'il est derrière nous, même si personne n'ose l'avouer et ils savent bien que, dans la plupart des pays d'Europe qui nous entourent, à commencer par notre voisin le plus important des pays européens, l'Allemagne, ces rassemblements souples et flexibles sont déjà au travail et ils réussissent, car ils réussissent !

Voyez-vous, en évoquant ainsi le redressement de la France, je veux vous dire qu'il ne s'agit pas seulement de nous, peuple français, pas seulement de nos familles et de notre pays, pas seulement de notre avenir. Si la France se retrouve, alors, l'Europe retrouvera son principal appui, j'allais dire son principal ami.

Il a fallu beaucoup de persévérance, beaucoup de négligence, beaucoup de désinvolture, pour fâcher le peuple français avec l'idée européenne, car cette idée est la nôtre. C'est nous, la France, qui l'avons imposée et proposée. Nous l'avons fait avec lucidité, au travers des décennies, nous l'avons fait les yeux ouverts, sachant que, dans le monde qui vient, ce monde de géants, aucune grande question ne pourra se résoudre dans le sens que nous souhaitons si notre continent n'est représenté autour de la table que par des états séparés et divisés.

Nous voulons rassembler les États européens comme nous voulons rassembler les sensibilités différentes de la société française.

Nous évoquions, hier soir, à la Mutualité, la tragédie du Darfour, ce génocide à mains nues, ce génocide à l'arme blanche, ce génocide sans armes sophistiquées, devant lequel la communauté internationale, jusqu'à maintenant, se révèle impuissante. Imaginez ce que pourrait être, au Darfour, l'action concertée et volontaire des pays européens et je pense particulièrement à la France et à la Grande-Bretagne.

Aux confins du Tchad et du Darfour soudanais, nos deux pays ont connu, pendant des décennies, toutes les tribus, tous les groupes, toutes les influences et, aujourd'hui, nous assistons impuissants à l'installation de la superpuissance chinoise comme protecteur des complices de ce génocide et tout cela -appelons un chat un chat- parce que, l'enjeu, ce sont le pétrole et les matières premières.

Je dis que nous ne pouvons pas laisser faire, et je pourrais en dire autant du Proche-Orient, du Moyen-Orient, ce qui s'agite et se trame comme menace, comme déstabilisation, comme nuages noirs qui se regroupent dans cette si sensible partie du monde.

Le Proche-Orient et le Moyen-Orient ont besoin de l'Europe et nous avons besoin, le monde a besoin que, nous, Européens, apparaissions comme garants et plus simplement comme signataires de chèques, alors que les États-Unis ont perdu la capacité d'être ces garants.

On a besoin de l'Europe. Le monde a besoin de l'Europe. Le monde fragile a besoin de l'Europe solide.

J'invite au retour de l'Europe sur tous les sujets essentiels, pas à l'obsession de l'Europe sur des sujets secondaires, contingents et parfois pénalisants. Je suis au regret de dire, et je peux le dire parce que je suis un Européen, que nous n'avons rien gagné, bien au contraire, en suivant l'Europe dans ce qui est parfois son obsession de concurrence, par exemple, en matière de renseignements téléphoniques.

Je le dis comme je le pense, nous avions le 12 qui fonctionnait très bien. On nous a obligés à retenir des numéros impossibles à mémoriser. On a perdu des centaines d'emplois en France et nous n'y avons rien gagné. Nous y avons beaucoup perdu, sauf que, maintenant, évidemment, tous ceux qui le peuvent vont chercher leurs renseignements téléphoniques sur Internet.

Je trouve qu'il faut que, nous qui réclamons l'Europe sur l'essentiel, nous sachions parfois résister à l'Europe sur l'accessoire. Par exemple, j'ai tout à fait l'intention de résister à Bruxelles en matière de défense des services publics, en matière de défense de la Poste.

Voyez-vous, la Poste, ce n'est pas tout à fait une entreprise comme une autre. C'est aussi un peu de notre lien social de tous les jours, particulièrement pour les plus fragiles. C'est vrai au Val Fourré où j'étais l'autre jour et où des concitoyens me racontaient qu'il leur fallait six heures pour obtenir un mandat tellement les moyens qu'offrait la Poste étaient réduits dans un quartier défavorisé comme celui-là, mais, croyez-le bien, c'est vrai aussi dans nos vallées pyrénéennes.

Alors, je ne craindrai pas une seconde de dire, au nom de la France, qu'il y a, pour nous, des choses plus importantes que la théorie de la concurrence en matière postale, par exemple le sentiment d'une personne âgée qui a bien besoin parfois de rencontrer quelqu'un, de rencontrer le facteur et de se faire livrer un mandat dans une maison isolée.

Je peux le dire, parce que j'invite au retour de l'Europe sur tous les grands sujets dont vont dépendre la paix, la guerre, l'emploi, la science et l'avenir des peuples. Je suis pour que l'Europe s'occupe de défense et que nous mutualisons nos forces pour mieux en assumer la charge, qu'elle ne soit pas uniquement à la charge de deux ou trois parmi les nations européennes. Je suis pour que l'Europe s'occupe de recherche et que nous adoptions de grands programmes. Je suis pour que l'Europe s'occupe d'environnement, de climat, qu'elle considère que l'équilibre de la planète est notre affaire à tous.

J'ai décrit, en commençant, ce que devait être une politique de défense du climat et de la biodiversité. C'est une politique de longue haleine, mais ce ne peut pas être une politique seulement nationale. Il faut que cela soit une politique de l'Europe tout entière pour qu'elle s'impose le plus vite possible au monde.

Je suis pour que l'Europe s'occupe de la régulation de l'immigration sous ses deux aspects. Naturellement, quand les frontières sont ouvertes, on est dépendant les uns des autres en matière de politique de l'immigration, mais vous savez ce que je pense profondément. Pour moi, la seule véritable politique de l'immigration, c'est la politique de développement des pays pauvres de l'Afrique. La vraie politique de régulation de l'immigration, c'est que nous garantissons aux pays africains que ce sont des paysans africains qui nourriront le continent et des ouvriers et des ingénieurs africains qui équiperont l'Afrique.

Ce sont vingt pays parmi les plus pauvres de la planète qui sont à quelques centaines de kilomètres de nous qui sommes dix des pays les plus riches de la planète. Or, nous savons que, depuis que le monde est monde, si l'on ne fait rien, si l'on ne s'occupe pas d'eux, les pauvres, qui n'ont comme espérance ou comme perspective que la faim, la difficulté à vivre, l'impossibilité d'élever leurs enfants et, au bout du compte, la mort, s'en vont chez les riches. C'est ainsi depuis le début de l'humanité.

Donc, je le dis à ceux qui sont généreux et je devrais le dire encore plus fort à ceux qui sont égoïstes, le seul moyen que nous ayons d'équilibrer cette immigration, c'est de leur apporter cette garantie.

Après tout, cette politique-là, ce n'est pas autre chose que la politique que nous, Européens, avons demandé que l'on nous applique à la libération, quand il a fallu reconstruire l'Europe. Nous avons eu le Plan Marshall, d'un côté, et la préférence communautaire, de l'autre, pour garantir que nous aurions, désormais, la capacité de vivre dignement et de travailler avec profit sur notre continent.

C'est pourquoi je veux que l'Europe sorte de la crise institutionnelle dans laquelle elle est enlisée. Je veux qu'à l'issue de cette crise, un texte court, lisible, compréhensible par tous, simple et direct traite la seule question qui se pose et qui n'est pas seulement, comme l'on dit, la question des institutions, mais tout simplement celle du droit des citoyens européens dans la préparation et la prise de décision qui concerne, au premier chef, leur avenir.

Et, ce texte, parce que, comme président de la République, je serai le défenseur des droits des citoyens français, je ne le ferai pas adopter en catimini. Je le soumettrai au référendum, parce

que, mon objectif de long terme, ce n'est pas d'éluder le peuple français, de le mettre entre parenthèse, de l'ignorer. Mon objectif de long terme, c'est de réconcilier les Français avec l'Europe et l'Europe avec la France.

Je veux que la France et l'Europe portent ensemble l'exigence d'un monde multipolaire équilibré, d'un monde qui n'acceptera pas d'être dominé ni par une seule grande puissance ni par une tension, au fond, un condominium entre plusieurs grandes puissances, le centre du monde s'étant seulement déplacé de l'Atlantique au Pacifique.

Je veux un monde où chacun, d'Amérique du sud, d'Afrique, d'Europe, d'Extrême-Orient, d'Inde, de Chine ou de Russie, aura sa part de responsabilité. Je veux un monde soutenu par de puissants piliers qui s'organisent, qui se parlent et se respectent, pour lutter contre les ennemis de l'ombre et pour conjurer le chaos qui autrement est promis à l'humanité.

Tel sera le message de la France, si les Français me choisissent pour être leur président.

Puis-je vous faire une confidence ?... Prononcer une telle phrase : "*Tel sera le message de la France, si les Français me choisissent pour être leur président.*", ce n'est pas rien dans une vie.

Quelque part, dans cette salle, je ne sais pas où, il y a certains de mes enfants. Derrière l'écran, c'est-à-dire tout près, dans les Pyrénées, il y a ma femme et, quelque part aussi, il y a ma mère. Il y a tous les miens, toutes celles et tous ceux qui ont partagé avec moi ce long combat. Je sais que je prononce cette phrase pour moi et que je prononce aussi cette phrase pour eux et je veux leur dire ceci : si je suis élu président de la République, je ne changerai pas. Je serai président avec le même bagage de tendresse, d'amitié, de paternité, de culture de mon pays, si je peux, de sens de notre histoire, avec le même goût de changer les choses qu'ils m'ont donné ou qu'ils ont partagé avec moi. Je n'abandonnerai rien.

Ce sera très exigeant et je le sais. Ce sera parfois dur et je sais quelle charge je leur impose, mais il faut le faire, parce qu'il faut montrer à tout un peuple qu'il n'y a pas de fatalité, que rien n'est joué à l'avance, que les seules Bastilles qui nous menacent, en réalité, ce sont celles que l'on n'essaie pas de prendre, que c'est l'impossible qu'il faut rendre possible.

Je sais ce que c'est que la France. Je sais quelles ressources de vie, quelle renaissance, quelle confiance, elle porte en elle. C'est la vocation de la France que de s'étonner elle-même et d'étonner le monde et c'est à cela que l'on reconnaît qu'un pays est vivant et Dieu sait que la France est vivante et il n'y avait pas de meilleur jour pour le dire que celui du printemps.

Vive la France et vive la vie.